Burundi : après deux ans de crise, un pays totalement dans l'impasse

RFI,Â 25-04-2017 Deux ans, jour pour jour, aprÃ¨s la dÃ©cision du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de briguer un 3e mandat - c'Ã©tait le 25 avril 2017 - une grave crise politique sâ€™est installÃ©e au Burundi et a dÃ©jÃ fait plus de 2 000 morts et des centaines de cas de personnes portÃ©es disparues et torturÃ©es, selon lâ€™ONU et les ONG. Le dialogue interburundais, sou la direction de l'ancien prÃ©sident tanzanien, Benjamin Mappa, est totalement en panne depuis des mois, et la communautÃ© internationale paraÃ®t bien impuissante. Elle n'est pas parvenue Ã mettre fin au conflit.

Aujourd'hui, tout le monde semble attendre avec impatience l'organisation d'un sommet rÃ©gional, considÃ©rÃ© comme celui de la derniÃ¨re chance pour trouver une issue diplomatique Ã la crise. Les nombreuses tentatives du facilitateur Benjamin Mkapa pour mettre enfin sur les rails un dialogue de sortie de crise - qui n'a jamais dÃ©collÃ© - n'ont rien donnÃ©. Comme au premier jour, Bujumbura a systÃ©matiquement refusÃ© de discuter avec son opposition en exil, regroupÃ©e au sein du Cnared. Il l'accuse d'Ãªtre derriÃ¨re les violences au Burundi et la tentative de coup d'Etat de mai 2015, au plus fort des manifestations contre le troisiÃ¨me mandat du prÃ©sident Pierre Nkurunziza. Les pressions de la communautÃ© internationale ainsi que les sanctions financiÃ¨res de l'Union europÃ©enne - le premier bailleur de fonds de ce pays classÃ© parmi les plus pauvres du monde - n'y ont rien fait. Le rÃ©gime burundais s'est plutÃ´t repliÃ© sur lui-mÃªme, selon des observateurs, en dÃ©nonÃ§ant un Â«Â complot internationalÂ Â» destinÃ© Ã le faire tomber. Deux ans aprÃ¨s le dÃ©but de la crise,Â l'ONU et les ONGÂ continuent de dÃ©noncer de graves violations des droits humains au Burundi malgrÃ© les dÃ©nÃ©gations du pouvoir, mais lÃ aussi, Bujumbura - qui surfe sur la vague des divisions de la communautÃ© internationale - a refusÃ© le dÃ©ploiement de 220 policiers et une commission d'enquÃªte des Nations unies, sans aucune consÃ©quence. Sa rÃ©ponse a Ã©tÃ© plutÃ´t un retrait pur et simple de la Cour pÃ©nale internationale (CPI). Depuis des mois, tout le monde, commencer par l'ancien prÃ©sident tanzanien, a les yeux braquÃ©s sur le sommet des chefs d'Etat de laÂ CommunautÃ© des Etats de l'Afrique de l'Est, prÃ©vu courant mai, Â«Â les seuls Ã mÃªme d'imposer au prÃ©sident Nkurunziza des nÃ©gociations sans conditionsÂ Â», selon lâ€™opposition et des diplomates. Â«Â Une crise imaginaireÂ Â» Joint par RFI, Gaston Sindimwo, premier vice-prÃ©sident du Burundi, assure que depuis plusieurs mois, la crise est terminÃ©e. Â«Â Câ€™est la paix totale au Burundi. Câ€™est une crise imaginaire, nâ€™en dÃ©plaise aux dÃ©tracteurs. NÃ©anmoins, il peut y avoir quelques incidents q peuvent pas entacher la paix nationale et la concorde nationale. Aujourdâ€™hui, la crise est derriÃ¨re nous. Malheureusement, les sÃ©quelles sont toujours lÃ et nous sommes en train de faire face Ã tout celaÂ Â», a-t-il expliquÃ©. Fac aux affirmations de lâ€™ONU et des ONG qui continuent de dÃ©noncer de graves violations des droits humains, toujours commises au Burundi, le premier vice-prÃ©sident affirme que Â«Â câ€™est terminÃ©Â Â». Â«Â Nous sommes en phase de reconstruction de la Nation. Nâ€™en dÃ©plaise aux dÃ©tractÃ©s. Nous sommes Ã lâ€™Å“uvre pour mettre les Burundais tous ensembleÂ Â», a ajoutÃ© Gaston Sindimwo. Â«Â Des violences Ã lâ€™abri des regards indiscretsÂ Â» AprÃ¨s deux ans de c Burundi, la FÃ©dÃ©ration internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) dÃ©nonce un discours qui sert Ã masquer la rÃ©alitÃ© et dresse un bilan catastrophique, Ã savoir plus de 2Â 000 morts, des centaines, voire des milliers de personnes torturÃ©es, plus de 10Â 000 en dÃ©tention arbitraire et plus de 400Â 000 Burundais ayant fui des violences essentiellement Ã l'actif des forces de l'ordre et de la milice Imbonerakure. Joint par RFI, Florent Geel, directeur Afrique de la FIDH, explique que ces violences â€“ Ã©galement dÃ©noncÃ©es par l'ONU - se poursuivent avec cette diffÃ©rence qu'elles se font dÃ©sormais Ã l'abri de tout regard indiscret. Â«Â Le gouvernement a mis tout en place pour Ã©liminer tout Ã©lÃ©ment gÃªnan Ainsi, les Nations unies - qui devaient dÃ©ployer des observateurs - ont Ã©tÃ© empÃªchÃ©es par le gouvernement. Lâ€™Unio africaine - qui devait dÃ©ployer 100 observateurs militaires et 100 observateurs des droits de lâ€™homme - nâ€™arrive pas Ã dÃ©ployer plus dâ€™une cinquantaine et encore, ils sont contraints dans leurs dÃ©placements. Ils n'ont mÃªme pas de statut lÃ©gal, en quelque sorte, et ne peuvent donc pas travailler.Â La sociÃ©tÃ© civile -Â qui thÃ©oriquement joue aussi ce rÃ´le de tÃ©nor de ce qui est en train de se passerÂ - a Ã©tÃ© Ã©lÃ©gamment laminÃ©e. Il ne reste que quelques personnes qui font c travail au pÃ©ril de leurs viesÂ Â», a-t-il soulignÃ©. Â«Â Donc, on tue, on fait disparaÃ®tre, on torture Ã lâ€™abri des regards indiscrets et on dit que les choses vont mieux et sont sous contrÃ´le. Câ€™est effectivement la dÃ©finition des rÃ©gimes totalitaires, dictatoriaux et arbitraires qui veulent continuer Ã tuer Ã lâ€™abri des regards indiscrets. Câ€™est malheureusemen une rÃ©alitÃ© aujourdâ€™hui au BurundiÂ Â», a dÃ©noncÃ© Florent Geel, directeur du bureau Afrique de la FIDH.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});